



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN



DIRECTION GÉNÉRALE  
DU SECTEUR FINANCIER

**BULLETIN TRIMESTRIEL**

# DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU SECTEUR FINANCIER



**PREMIER TRIMESTRE 2026**

# TABLE DES MATIERES

|                                                               |           |
|---------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Avant-Propos</b>                                           | <b>4</b>  |
| <b>RESUME</b>                                                 | <b>5</b>  |
| <b>I- Environnement économique</b>                            | <b>7</b>  |
| <b>II- Indicateurs clés du secteur financier</b>              | <b>9</b>  |
| <b>1- Monnaie</b>                                             | <b>9</b>  |
| <b>2- Banques</b>                                             | <b>10</b> |
| <b>3- Institutions de microfinance</b>                        | <b>11</b> |
| <b>4- Sociétés d'assurance</b>                                | <b>15</b> |
| <b>III- Autres activités de la DGSF</b>                       | <b>18</b> |
| <b>1- Prêts au logement</b>                                   | <b>18</b> |
| <b>2- Change manuel</b>                                       | <b>19</b> |
| <b>3- Commerce de l'or</b>                                    | <b>19</b> |
| <b>4- Fonds koweïtien pour la sécurité alimentaire (FKSA)</b> | <b>19</b> |
| <b>IV- ANNEXES</b>                                            | <b>22</b> |

## LISTE DES FIGURES

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Figure 1:</b> Evolution de la masse monétaire (en milliards FCFA).....                                             | 9  |
| <b>Figure 2:</b> Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards FCFA).....                           | 10 |
| <b>Figure 3:</b> Evolution des encours de crédits et crédits bruts en souffrance des banques (en milliards FCFA)..... | 11 |
| <b>Figure 4:</b> Evolution du nombre de sociétaires des IMF.....                                                      | 12 |
| <b>Figure 5:</b> Evolution des encours de dépôts et de crédits des IMF (en milliards FCFA).....                       | 13 |
| <b>Figure 6 :</b> Evolution de la production de crédit (en milliards FCFA).....                                       | 13 |
| <b>Figure 7:</b> Evolution des créances en souffrance des IMF.....                                                    | 14 |
| <b>Figure 8:</b> Evolution des emprunts et fonds propres des IMF.....                                                 | 15 |
| <b>Figure 9:</b> Répartition des sociétés d'assurance.....                                                            | 15 |
| <b>Figure 10:</b> Evolution des primes émises nettes d'annulation en 2025.....                                        | 16 |
| <b>Figure 11:</b> Evolution des prestations payées par les sociétés d'assurance en 2025.....                          | 17 |

## LISTE DES TABLEAUX

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Tableau 1:</b> Evolution du PIB réel, corrigé des variations saisonnières (CVS), en milliards de FCFA..... | 7  |
| <b>Tableau 2:</b> Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, base 100 en 2023.....           | 8  |
| <b>Tableau 3:</b> Evolution des échanges extérieurs du Sénégal, en milliards FCFA.....                        | 8  |
| <b>Tableau 4:</b> Evolution des demandes de prêts au logement.....                                            | 18 |
| <b>Tableau 5:</b> Réalisations du Fonds koweïtien pour la sécurité alimentaire en 2025.....                   | 21 |

## LISTE DES ANNEXES

|                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>ANNEXE 1:</b> Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)..... | 22 |
| <b>ANNEXE 2:</b> Principaux indicateurs du secteur de la microfinance.....        | 22 |
| <b>ANNEXE 3:</b> Principaux indicateurs du secteur des assurances.....            | 23 |

# Avant-Propos

La Direction générale du Secteur financier (DGSF) est une structure du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) créée en 2014 avec pour mission principale la régulation de l'environnement financier national, notamment les secteurs de la banque, de la microfinance et de l'assurance, en relation, le cas échéant, avec les institutions communautaires compétentes.

Au sein de la DGSF, la Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés (DRS-Sfd) est chargée d'assurer la tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan sur les institutions de microfinance (IMF). A ce titre, elle reçoit et analyse périodiquement les informations statistiques des IMF et effectue des missions de contrôles auprès de ses assujettis.

La Direction des Assurances (DA) est chargée d'assurer la tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan sur les sociétés d'assurance. Elle est chargée d'effectuer la surveillance générale du secteur des assurances, d'orienter le marché conformément à l'intérêt général et de jouer un rôle d'expert et de conseil immédiat en matière d'assurance auprès des autorités nationales. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, la DA reçoit et analyse périodiquement les informations statistiques de ses assujettis et réalise des missions de contrôle.

La Direction de la Monnaie et du Crédit (DMC) participe à l'élaboration et veille à l'application de la réglementation relative à l'exercice de la profession bancaire et des professions s'y rattachant. Elle prépare et suit également l'ensemble des interventions financières de l'Etat sous forme de prêts et d'avances. En outre, elle supervise les relations monétaires et financières avec l'étranger et participe à la gestion de la politique monétaire et du crédit. A ce titre, elle est chargée de la supervision des négociants d'or et des agréés de change manuel.

Ce bulletin fait la synthèse des principaux indicateurs de l'activité des banques, des institutions de microfinance, des sociétés d'assurance, des agréés de change manuel, des négociants d'or, des prêts au logement et du Fonds Koweitien pour la sécurité alimentaire.

# RESUME

La **masse monétaire** en circulation a connu un accroissement de 266,1 milliards FCFA (+2,3%) entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026, portée notamment par la consolidation simultanée de la circulation fiduciaire (+6,7%), des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+1,0%) et des dépôts transférables (+0,3%). L'analyse des **contreparties de la masse monétaire** met en exergue la croissance simultanée des actifs extérieurs nets (+6,2%) et des passifs à caractère non monétaire (+3,4%) entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026.

L'**encours de crédits des banques** s'est établi à 8 057,9 milliards FCFA contre 8 597,2 milliards FCFA à fin 2025, soit une diminution de 6,3%. Les **crédits en souffrance** ont baissé de 7,5% entre la fin de l'année 2025 et le 1er trimestre 2026, en passant de 851,9 milliards FCFA à 788,2 milliards FCFA.

Le **total bilan des institutions de microfinance** est ressorti à 1 101,4 milliards FCFA à fin mars 2026 (+3,6% par rapport au trimestre précédent et +3,3% un an plus tôt). Leurs **encours de dépôts et de crédits** se sont respectivement établis à 640,8 milliards FCFA et 878,5 milliards FCFA à fin mars 2026, soit des hausses respectives de 1,0% et 3,4% par rapport au trimestre précédent. Le montant des **crédits octroyés par les IMF** au cours du 1er trimestre 2026 s'est établi à 227,3 milliards FCFA, soit une diminution de 13,5% par rapport à fin 2025. Leurs **emprunts et fonds propres** se sont respectivement établis à 202,8 milliards FCFA et 257,8 milliards FCFA au 1er trimestre 2026, soit des hausses respectives de 2,3% et 11,8% par rapport au trimestre précédent.

Les 27 **sociétés d'assurances** en exercice sont réparties entre 18 sociétés non-vie et 9 sociétés-vie. Elles ont réalisé un **chiffre d'affaires** total de 92,6 milliards FCFA au 1er trimestre 2026 contre 79,4 milliards FCFA au trimestre précédent (+16,6%) et 94,9 milliards FCFA un an plus tôt (-2,5%). Les **prestations payées** par les sociétés d'assurance ont diminué de 13,7% entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026 pour s'établir à 26,5 milliards FCFA.

Le stock de demandes **de prêts au logement** en instance de traitement est passé de 38 897 à fin mars 2025 à 35 042 dossiers à fin mars 2026. Durant le 1er trimestre 2026, 2 680 demandes de prêts au logement ont été reçues et 7 075 demandes ont été traitées.

Le nombre d'**agréés de change manuel** (125) est demeuré stable entre fin 2025 et fin mars 2026. Concernant l'activité **d'importation et d'exportation d'or**, le nombre d'agréments au 1er trimestre 2026 est ressorti à 48, dont 27 nouvelles demandes et 21 renouvellements.

Concernant le **Fonds Koweïtien pour la Sécurité Alimentaire (FKSA)**, il n'y a pas eu d'activité durant le 1er trimestre 2026, **la 1ère session du Comité national de Crédit pour l'année 2026** est prévue pour le 29 avril 2026. Durant l'année 2025, les activités du comité ont concerné **l'octroi d'un agrément** à une mutuelle d'épargne et de crédit au mécanisme du FKSA ; **l'octroi de refinancements à 7 institutions de microfinance** pour un montant de **440 000 000 FCFA** et **le financement de 19 petits projets** dans la ligne petits projets, pour un montant global de **95 756 178 FCFA**, dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la transformation et la commercialisation de produits locaux et la commercialisation de produits halieutiques.





## Environnement économique

Le **Produit Intérieur Brut (PIB) réel corrigé des variations saisonnières (CVS)** s'est établi à 4 568,4 milliards FCFA au 1er trimestre 2026, soit une hausse de 1,2% par rapport au trimestre précédent. Ce résultat est principalement dû à la progression de 3,6% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire. Au même moment, les valeurs ajoutées des secteurs primaire et secondaire ont respectivement baissé de 0,3% et 1,1%. En outre, les taxes nettes de subventions sur les produits se sont repliées de 1,7%.

Le PIB réel hors hydrocarbures a également progressé de 1,2%.

**Tableau 1:** Evolution du PIB réel, corrigé des variations saisonnières (CVS), en milliards de FCFA

|                                           | 2025    |         |         |         | 2026    | Variation 2026/2025 |       |
|-------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------------------|-------|
|                                           | T1      | T2      | T3      | T4      | T1      | T1/T4               | T1/T1 |
| Secteur primaire                          | 601,0   | 600,0   | 614,8   | 636,8   | 635,1   | -0,3%               | 5,7%  |
| Secteur secondaire                        | 1 146,3 | 1 177,9 | 1 216,2 | 1 258,3 | 1 244,5 | -1,1%               | 8,6%  |
| Secteur tertiaire                         | 2 126,6 | 2 117,7 | 2 114,8 | 2 159,8 | 2 238,0 | 3,6%                | 5,2%  |
| Taxes nettes sur les produits             | 443,7   | 429,4   | 431,0   | 458,7   | 450,8   | -1,7%               | 1,6%  |
| Produit intérieur brut                    | 4 317,7 | 4 324,9 | 4 376,9 | 4 513,6 | 4 568,4 | 1,2%                | 5,8%  |
| Produit intérieur brut hors hydrocarbures | 4 029,3 | 4 005,1 | 4 043,5 | 4 167,9 | 4 219,2 | 1,2%                | 4,7%  |

Source : ANSD

En mars 2026, les **prix à la consommation** ont progressé de 1,4% en glissement annuel (variation par rapport au même mois de l'année précédente). Selon l'origine, les prix des produits locaux ont augmenté de 2,0% entre mars 2026 et mars 2025, tandis que ceux des produits importés ont ralenti de 0,3%.

En variation trimestrielle, les prix à la consommation ont diminué de 1,3% en mars 2026 par rapport à décembre 2025.

**Tableau 2:** Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, base 100 en 2023

|         | mars-25 | déc-25 | janv-26 | févr-26 | mars-26 | VARIATION |        |          |
|---------|---------|--------|---------|---------|---------|-----------|--------|----------|
|         |         |        |         |         |         | MENSUELLE | 3 MOIS | ANNUELLE |
| Local   | 100,1   | 103,7  | 102,0   | 101,8   | 102,0   | 0,2%      | -1,6%  | 2,0%     |
| Importé | 101,9   | 101,9  | 101,7   | 101,6   | 101,6   | 0,0%      | -0,3%  | -0,3%    |
| Global  | 100,5   | 103,3  | 102,0   | 101,8   | 101,9   | 0,2%      | -1,3%  | 1,4%     |

*Source : ANSD*

Au 1er trimestre 2026, les **exportations** du Sénégal sont ressorties à 1 579,2 milliards de FCFA contre 1 837,6 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une diminution de 14,1%. Comparées au 1er trimestre 2025, les exportations ont connu une hausse de 13,9%.

Les **importations** du 1er trimestre 2026 se sont établies à 1567,7 milliards de FCFA contre 2054,6 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit un recul de 23,7%. Comparées au 1er trimestre 2025, les importations ont chuté de 15,1%.

Ainsi, la **balance commerciale** a connu **un excédent de 11,5 milliards au 1er trimestre 2026** contre un déficit de 217 milliards de FCFA au 4ème trimestre 2025, soit un repli de 105,3% du déficit. Comparé au 1er trimestre 2025, le déficit du solde de la balance commerciale s'est atténué de 102,5%.

L'amélioration du déficit de la balance commerciale est due principalement à la progression des expéditions de pétrole brut, d'or non monétaire, d'acide phosphorique et de gaz naturel liquéfié.

**Tableau 3:** Evolution des échanges extérieurs du Sénégal, en milliards FCFA

|           |                   | Importations | Exportations | Solde Balance Commerciale |
|-----------|-------------------|--------------|--------------|---------------------------|
| 2025      | T1                | 1 846,6      | 1 386,1      | -460,5                    |
|           | T2                | 1 722,1      | 1 454,2      | -267,9                    |
|           | T3                | 1 655,7      | 1 257,3      | -398,4                    |
|           | T4                | 2 054,6      | 1 837,6      | -217,0                    |
| 2026      | T1                | 1 567,7      | 1 579,2      | 11,5                      |
| VARIATION | T1 2026/T4 2025   | -23,7%       | -14,1%       | -105,3%                   |
|           | T1 2026 / T1 2025 | -15,1%       | 13,9%        | -102,5%                   |

*Source : ANSD*



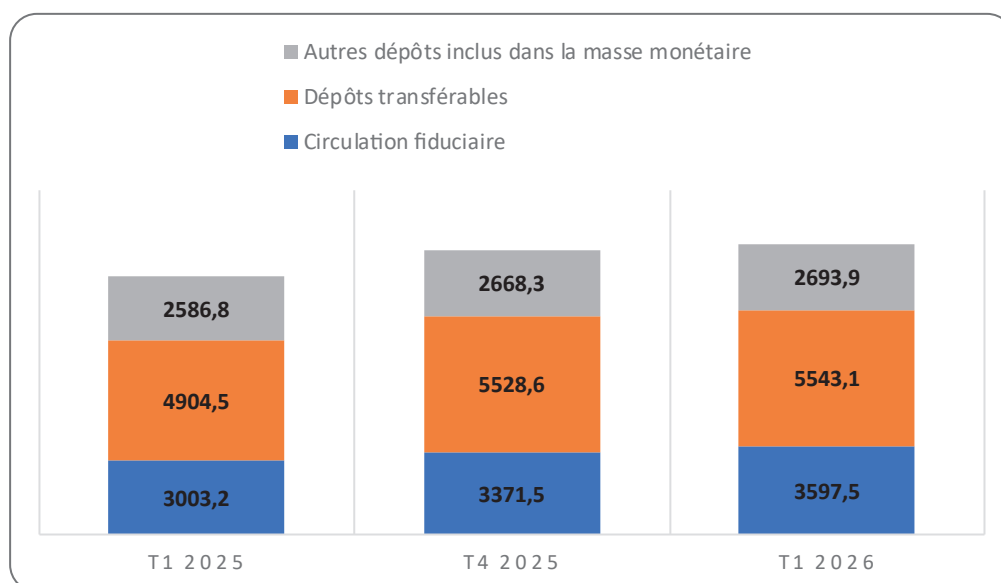
## Indicateurs clés du secteur financier

### 1- Monnaie

La situation monétaire s'est caractérisée par une hausse de la **masse monétaire** de 266,1 milliards FCFA (+2,3%) entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026. En effet, elle est passée de 11 568,4 milliards FCFA à 11 834,5 milliards FCFA sur cette période. Cette évolution est portée par la consolidation simultanée de la circulation fiduciaire (+6,7%), des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+1,0%) et des dépôts transférables (+0,3%).

En glissement annuel, la masse monétaire s'est renforcée de 1 340,0 milliards FCFA (+13,3%).

**Figure 1:** Evolution de la masse monétaire (en milliards FCFA)



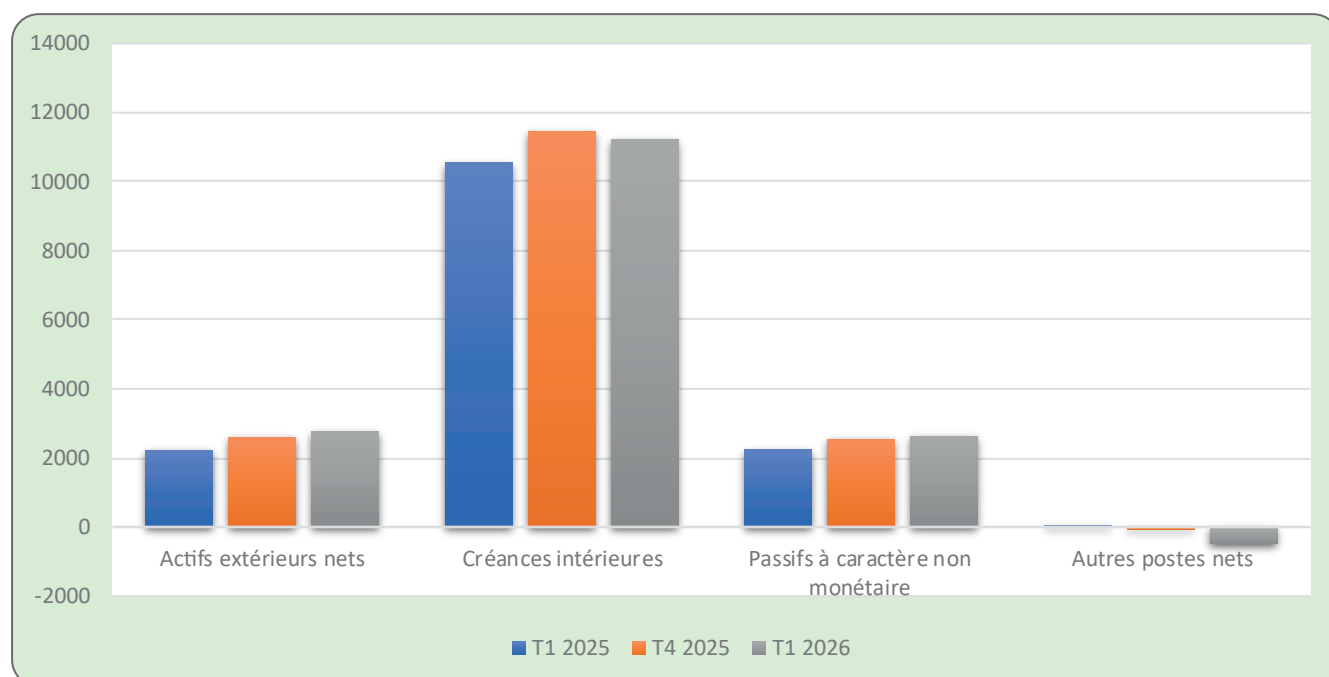
**Source :** BCEAO

L'analyse des **contreparties de la masse monétaire** met en exergue la croissance simultanée des actifs extérieurs nets (+6,2%) et des passifs à caractère non monétaire (+3,4%) entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026. Cette progression positive a toutefois été ralentie par la baisse de 2,1% des créances intérieures.

Les actifs extérieurs nets se sont établis à 2758,3 milliards FCFA à la fin du 1er trimestre 2026 contre 2 597,2 milliards FCFA à fin décembre 2025. Leur évolution est imputable à l'accroissement de 8,2% des actifs extérieurs nets des banques et de 6,0% de la position extérieure nette de la BCEAO.

Les créances intérieures sont passées de 11 454,7 milliards FCFA au dernier trimestre 2025 à 11 217,4 milliards FCFA au 1er trimestre 2026. Cette diminution est imputable à la baisse simultanée des créances nettes sur l'Administration centrale (-4,0%) et des créances sur l'économie (-1,0%).

**Figure 2:** Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards FCFA)



**Source :** BCEAO

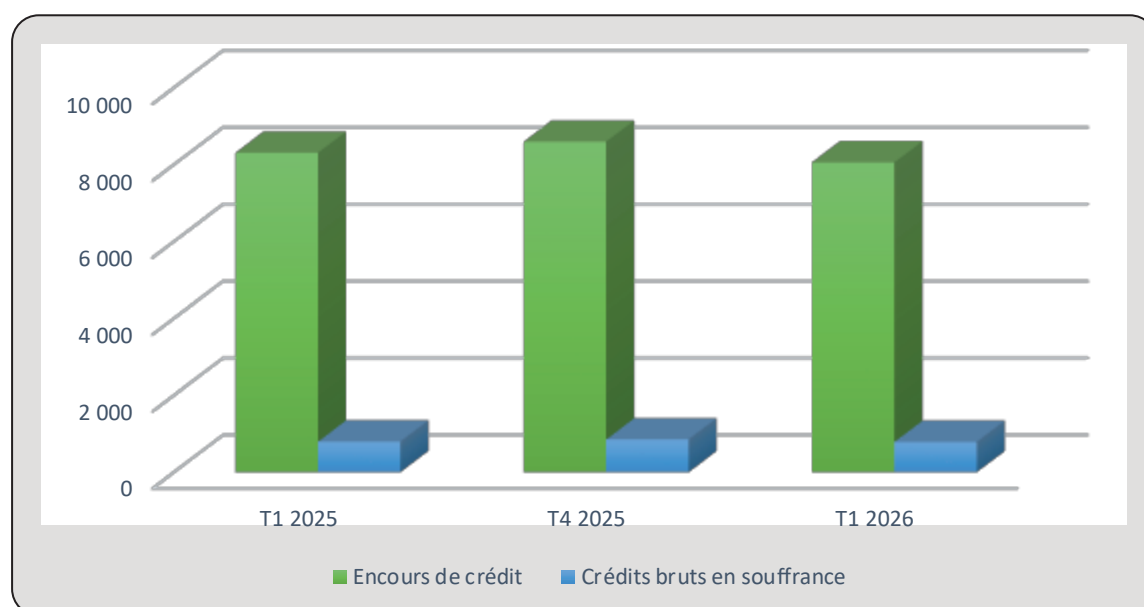
## 2- Banques

Le paysage bancaire du Sénégal est composé de 33 établissements de crédit agréés dont 29 banques et 4 établissements financiers à caractère bancaire.

Au 1er trimestre 2026, **l'encours de crédits des banques** s'est établi à 8057,9 milliards FCFA contre 8 597,2 milliards FCFA à fin 2025, soit une baisse de 6,3%. Cet encours était de 8 308,6 milliards FCFA à la fin du 1er trimestre 2025, soit un recul de 3,0% en glissement annuel.

Les **crédits en souffrance** des banques ont baissé de 7,5% entre la fin de l'année 2025 et le 1er trimestre 2026. En effet, ils sont passés de 851,9 milliards FCFA à 788,2 milliards FCFA. En variation annuelle, les créances en souffrance ont connu un léger recul de 1,0% par rapport au premier trimestre 2025.

**Figure 3:** Evolution des encours de crédits et crédits bruts en souffrance des banques (en milliards FCFA)



**Source :** BCEAO

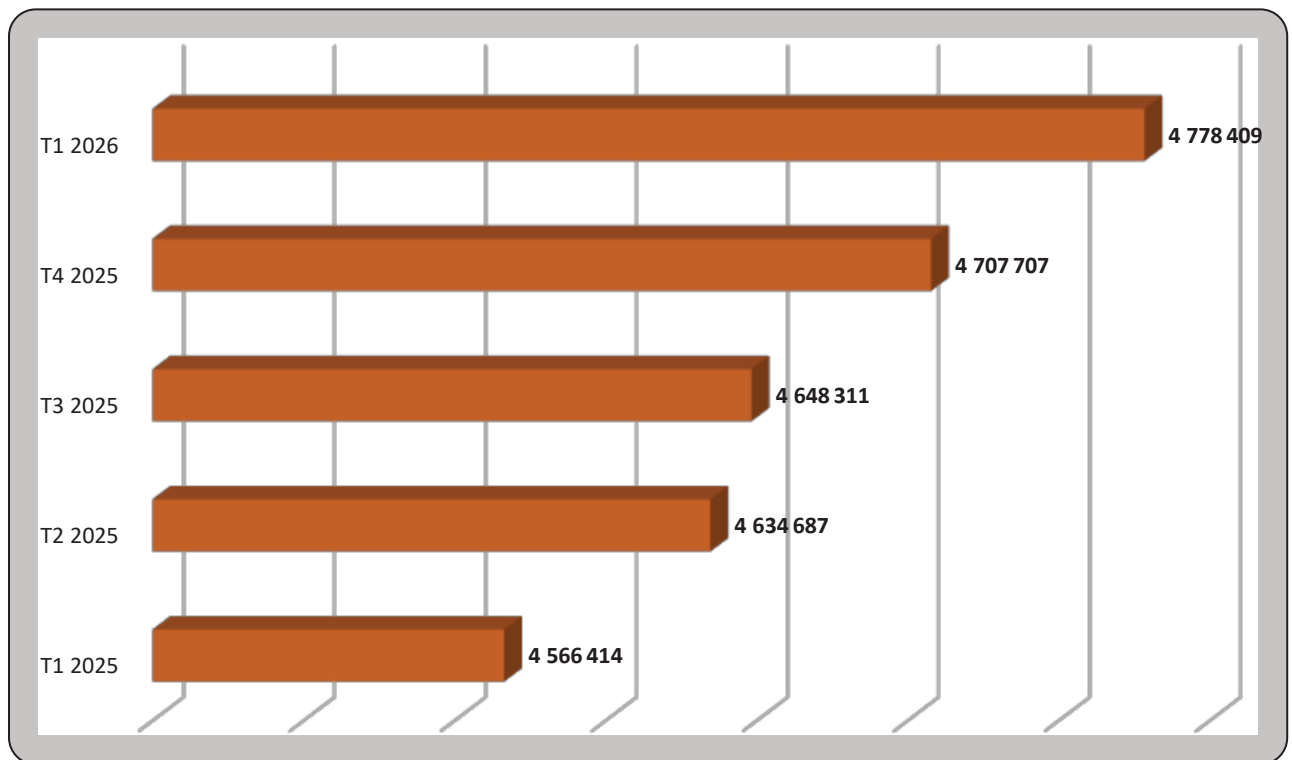
### 3- Institutions de microfinance

Le **nombre d'institutions de microfinance (IMF)** s'est établi à 130 à la fin du 1er trimestre 2026 contre 129 à fin 2025, soit une IMF de plus. Le secteur est structuré autour de 10 unions mutualistes regroupant 169 institutions mutualistes d'épargne et de crédit (IMCEC) affiliées, de 12 sociétés commerciales, de 02 associations, ainsi que de 106 IMCEC non affiliées.

Le secteur est marqué depuis 2021 par l'arrivée de la **microfinance islamique**. En effet, le Sénégal compte 03 IMF qui font exclusivement de la finance islamique (Taysir en 2021, Al Rahma SA en 2023 et Bouchra SA en 2026) et 02 IMF qui comportent une branche islamique (IMCEC Kawsara en 2024 et Meczor en 2025).

Les IMF comptent 4 778 409 **membres ou clients** au 1er trimestre 2026, soit une progression de 1,5% par rapport au 4ème trimestre 2025 et de 4,6% en glissement annuel. Elles exercent à travers 1 017 **points de services**.

**Figure 4:** Evolution du nombre de sociétaires des IMF



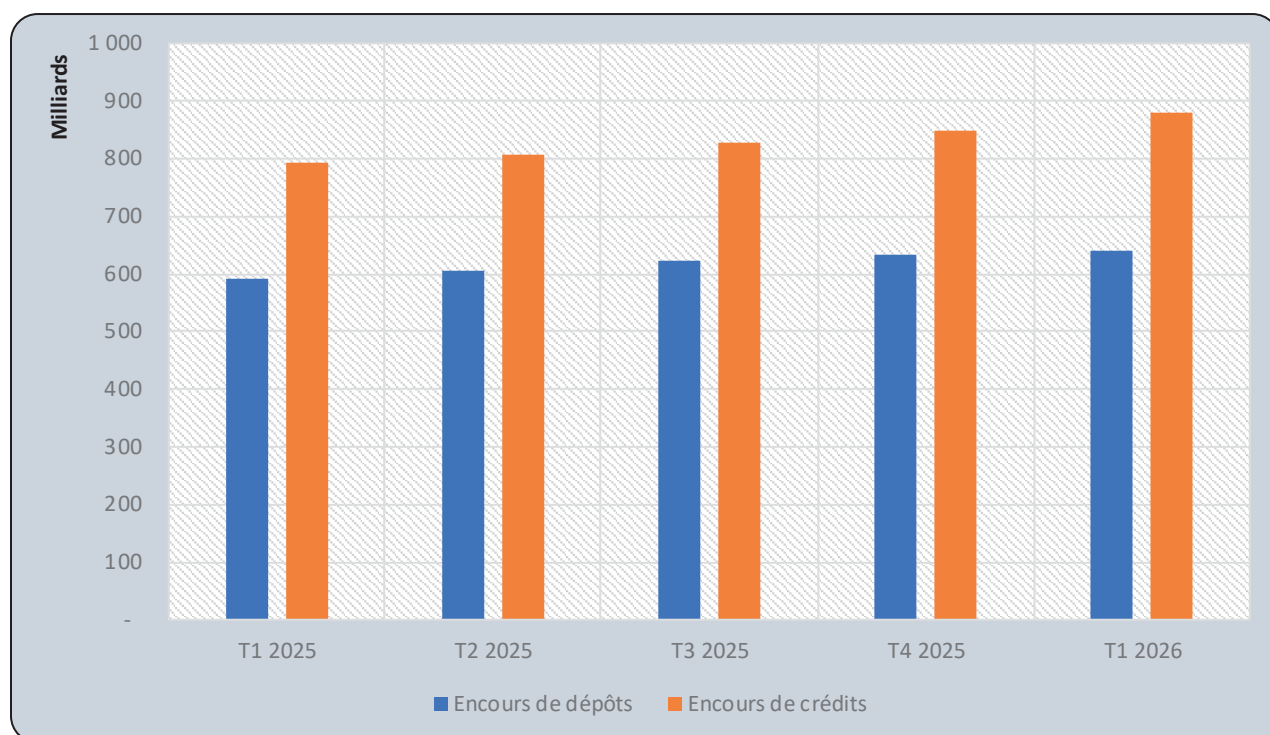
*Source : DRS-Sfd*

Le **total bilan** des IMF est ressorti à 1 101,4 milliards FCFA à fin mars 2026 (+3,6% par rapport au trimestre précédent et +3,3% un an plus tôt).

Les **encours de dépôts et de crédits** se sont respectivement établis à 640,8 milliards FCFA et 878,5 milliards FCFA à fin mars 2026, soit des hausses respectives de 1,0% et 3,4% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les dépôts ont connu une hausse de 50,4 milliards FCFA (+8,5%) et les crédits ont progressé de 85,8 milliards FCFA (+10,8%).

**Figure 5:** Evolution des encours de dépôts et de crédits des IMF (en milliards FCFA)

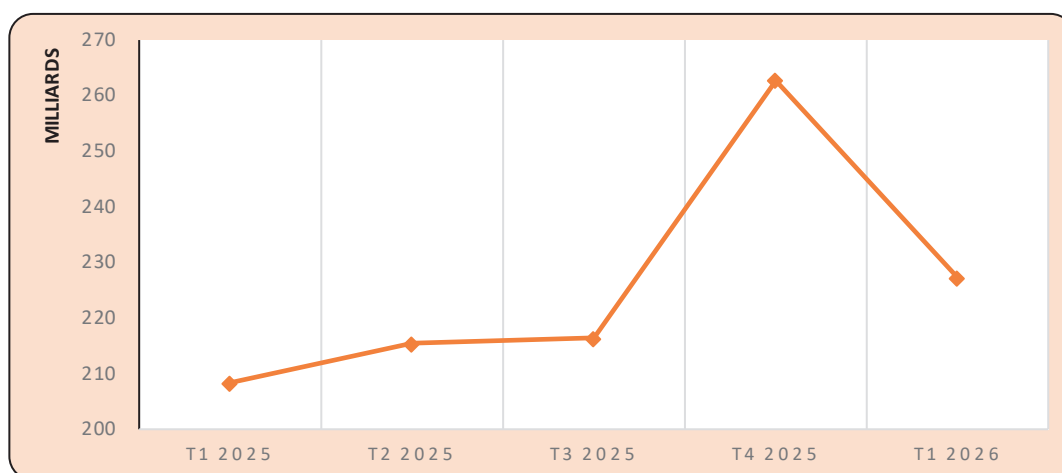


*Source : DRS-Sfd*

Le montant des **crédits octroyés par les IMF** au cours du 1er trimestre 2026 s'est établi à 227,3 milliards FCFA, soit une diminution de 13,5% par rapport à fin 2025. Cela s'explique en grande partie par les effets saisonniers liés à la hausse des crédits octroyés en fin d'année, qui est une période marquée par les fêtes et par une intensification des activités économiques.

Par rapport à fin mars 2025, la production de crédit a augmenté de 18,9 milliards FCFA (+9,1%).

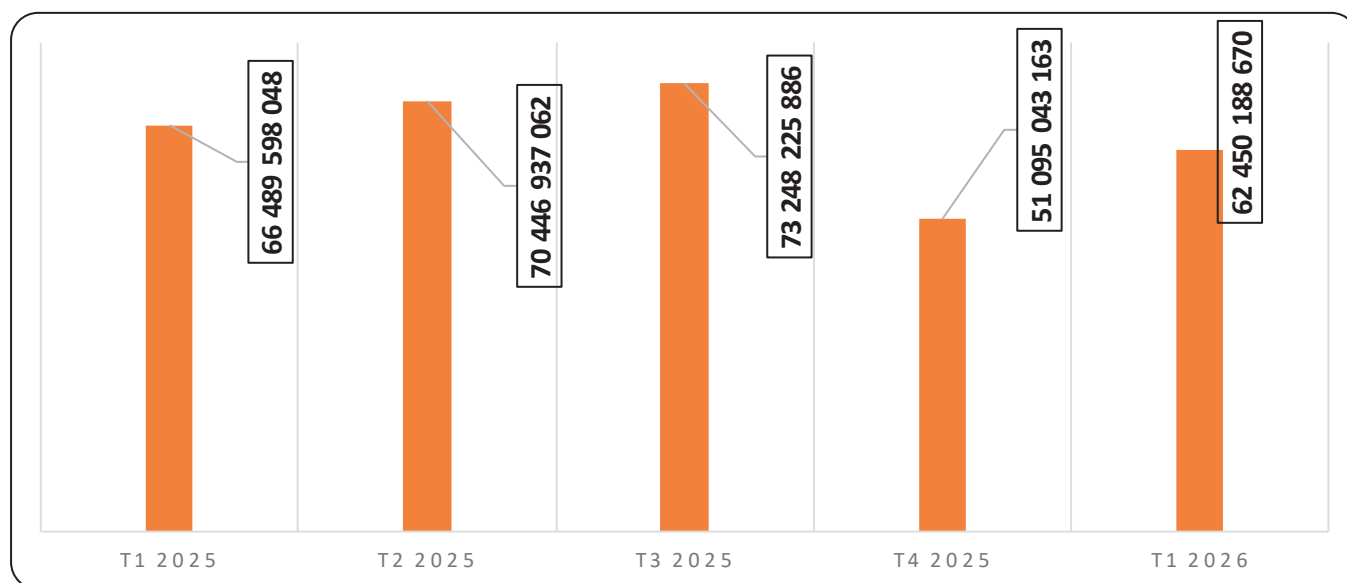
**Figure 6 :** Evolution de la production de crédit en 2025 (en milliards FCFA)



*Source : DRS-Sfd*

Les **créances en souffrance** se sont établies à 62,4 milliards FCFA à fin mars 2026, soit une hausse de 22,2% par rapport à fin 2025, traduisant une persistance de la problématique du recouvrement des crédits. Ces créances représentent 7,1% de l'encours de crédit. Les IMF doivent ainsi poursuivre les efforts de recouvrement afin de respecter la norme communautaire de 3%.

**Figure 7:** Evolution des créances en souffrance des IMF

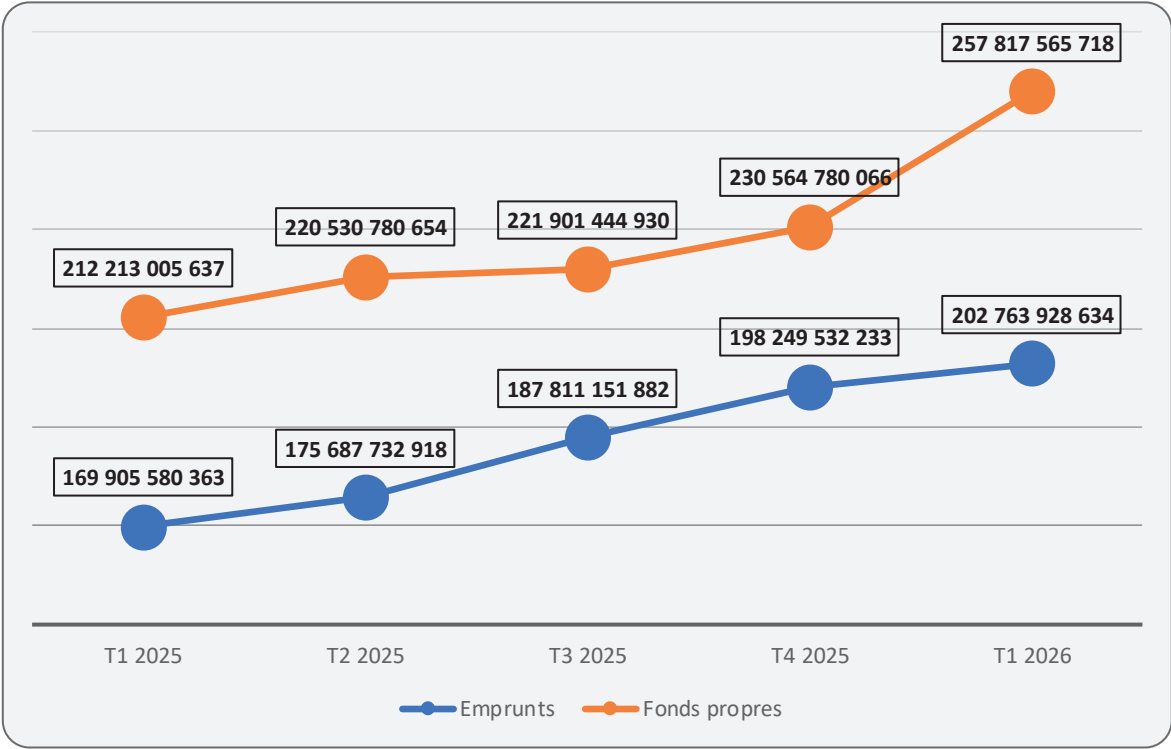


*Source : DRS-Sfd*

Les emprunts et les fonds propres des IMF ont poursuivi leur dynamique haussière. En effet, le montant des **emprunts** des IMF s'est établi à 202,8 milliards FCFA à la fin du 1er trimestre 2026 contre 198,2 milliards FCFA au trimestre précédent, soit une augmentation de 2,3%. Ces financements reçus par les IMF ont connu une hausse de 32,8 milliards FCFA (+19,3%) par rapport à fin mars 2025.

Quant aux **fonds propres** des IMF, ils sont passés de 230,6 milliards FCFA à 257,8 milliards FCFA entre fin 2025 et fin mars 2026, soit un accroissement de 11,8%. En glissement annuel, ces fonds propres se sont accrus de 45,6 milliards FCFA (+21,5%).

Figure 8: Evolution des emprunts et fonds propres des IMF

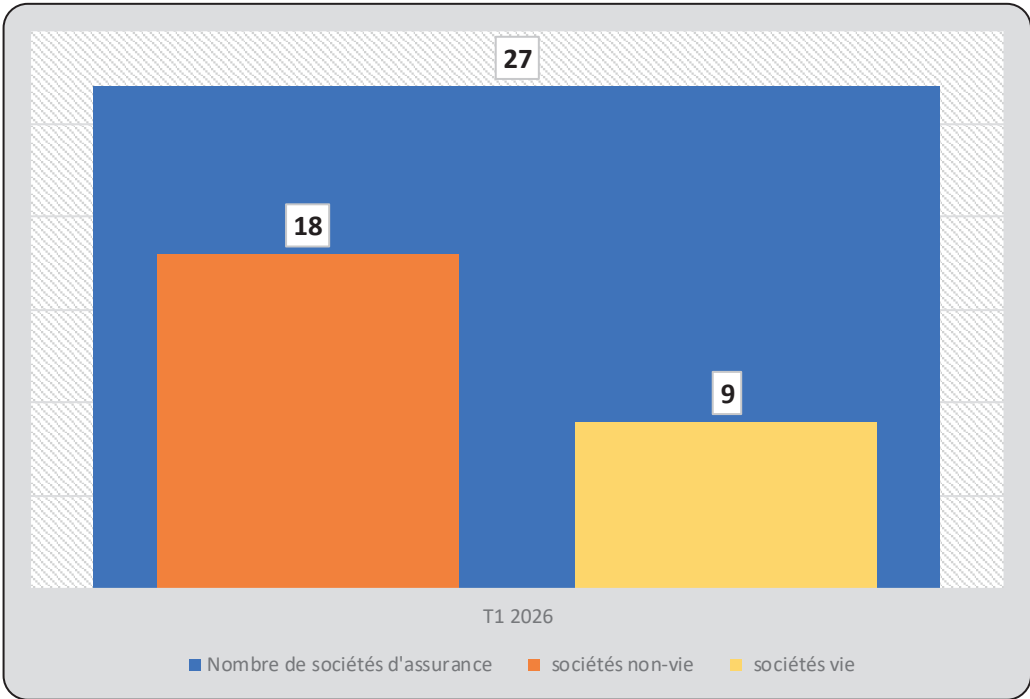


Source : DRS-Sfd

4- Sociétés d'assurance

Le **nombre de sociétés d'assurances** au Sénégal est demeuré stable sur la période 2024-2026 (27). Elles sont réparties entre 18 sociétés non-vie et 9 sociétés-vie.

Figure 9: Répartition des sociétés d'assurance

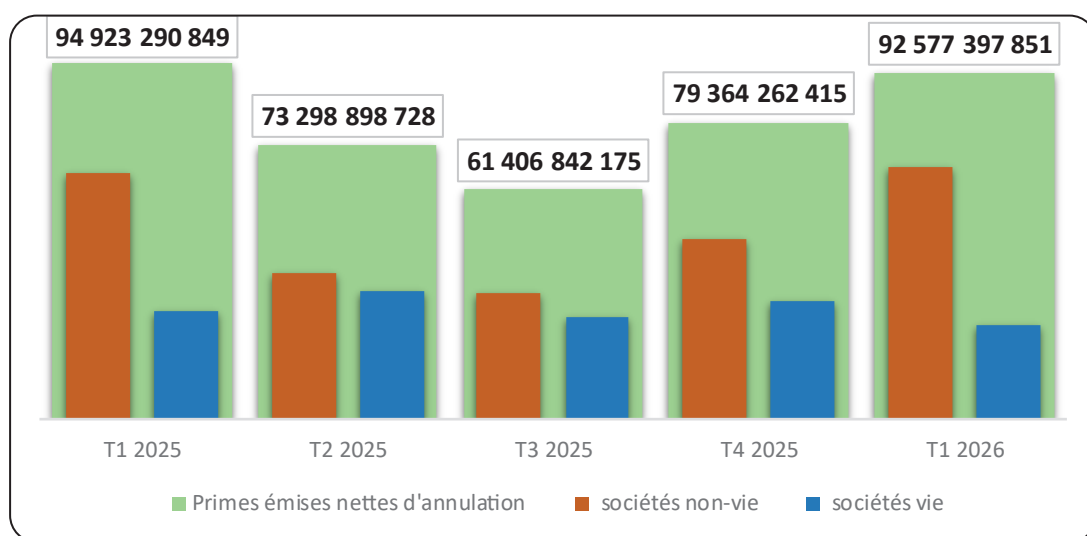


Source : DA

Le **chiffre d'affaires** (primes émises nettes d'annulation) de ces sociétés d'assurance s'est établi à 92,6 milliards FCFA au 1er trimestre 2026 contre 79,4 milliards FCFA au trimestre précédent (+16,6%) et 94,9 milliards FCFA un an plus tôt (-2,5%). La forte variation du chiffre d'affaires en variation trimestrielle s'explique par le caractère saisonnier de la souscription aux polices d'assurance. En effet, ces souscriptions se font généralement en début d'année.

Au 1er trimestre 2026, le chiffre d'affaires des sociétés d'assurance est réalisé à 72,8% par les sociétés non-vie.

**Figure 10:** Evolution des primes émises nettes d'annulation en 2025<sup>1</sup>

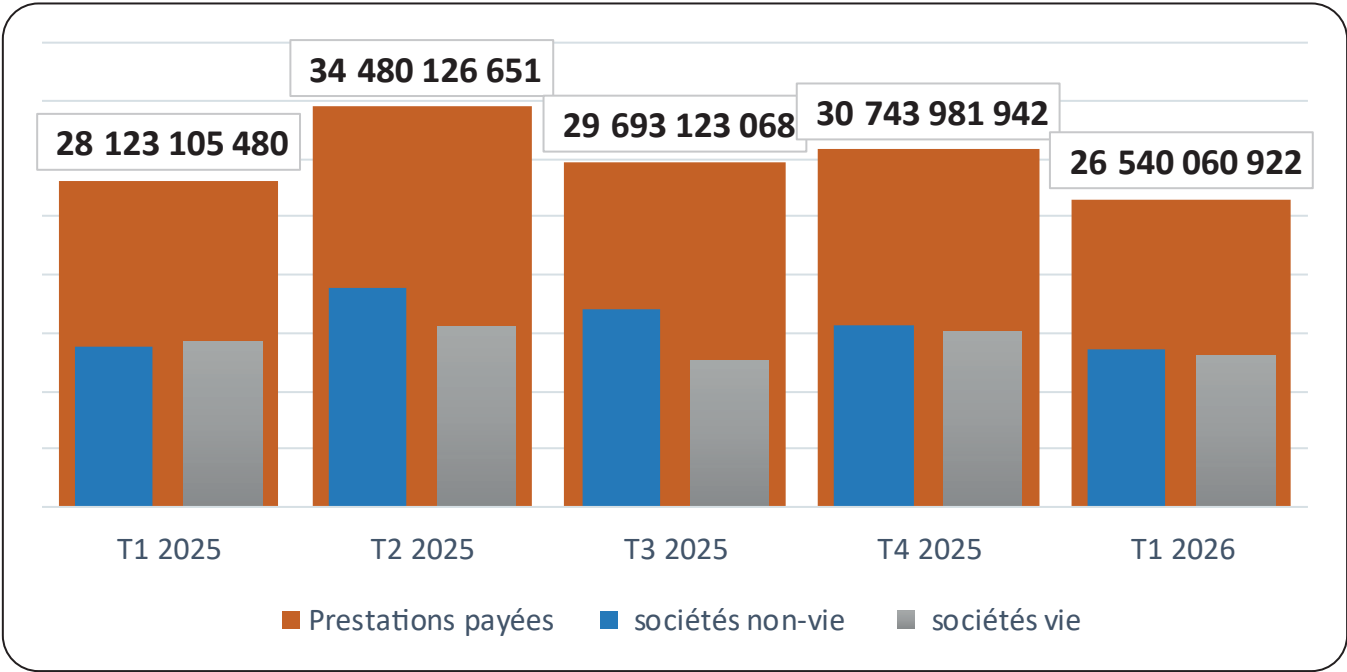


**Source :** DA

Les **prestations payées** par les sociétés d'assurance ont diminué de 13,7% entre le 4ème trimestre 2025 et le 1er trimestre 2026 pour s'établir à 26,5 milliards FCFA. Ce ralentissement est dû à la baisse simultanée des prestations payées par les sociétés non-vie (-13,8%) et les sociétés vie (-13,6%). En variation annuelle, les prestations payées ont baissé de 5,6%.

<sup>1</sup> Données provisoires

**Figure 11:** Evolution des prestations payées par les sociétés d'assurance en 2025 <sup>2</sup>



**Source :** DA

<sup>2</sup> Données provisoires



## Autres activités de la DGSF

### 1- Prêts au logement

Le Ministère en charge des Finances et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Sénégal (APBEFS) ont signé, le 19 novembre 2021, un Accord cadre de bonification des prêts au logement en partenariat avec les banques. Grâce à cet accord, le dispositif de délivrance des conventions et d'octroi des prêts au logement aux agents de l'Etat est articulé, depuis 2022, autour de deux procédures : la procédure d'externalisation avec les banques et la procédure classique.

Comparativement à la période d'avant 2022, la facilité offerte avec l'externalisation a permis d'augmenter le volume de prêts au logement octroyés et ravivé l'intérêt des agents de l'Etat pour ledit prêt.

Le tableau ci-après illustre l'évolution des **volumes de demandes de prêts au logement reçues et traitées**.

**Tableau 4:** Evolution des demandes de prêts au logement

|                             | 2025   |        |        |        | 2026   |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
|                             | T1     | T2     | T3     | T4     | T1     |
| Stock initial               | 37 133 | 38 897 | 41 707 | 37 083 | 39 437 |
| Nombre de demandes reçues   | 4 212  | 2 810  | 2 696  | 3 053  | 2 680  |
| Nombre de demandes traitées | 2 448  | 0      | 7 320  | 699    | 7 075  |
| Stock final                 | 38 897 | 41 707 | 37 083 | 39 437 | 35 042 |

*Source : DMC*

Le stock de demandes en instance de traitement est passé de 38 897 à fin mars 2025 à 35 042 dossiers à fin mars 2026. Durant le 1er trimestre 2026, 2 680 demandes de prêts au logement ont été reçues et 7 075 demandes ont été traitées.

## 2- Change manuel

Conformément au Règlement n°06/2024/CM/UEMOA du 20 décembre 2024 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), les autorisations portant agrément de change manuel sont délivrées par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis conforme de la BCEAO.

La Direction de la Monnaie et du Crédit (DMC), conformément au décret n°2014-1171 du 16 septembre 2014, assure l'exercice de la tutelle et le contrôle du ministère chargé des finances sur le contrôle et la supervision du règlement sur les relations financières avec l'extérieur, notamment de l'activité de change manuel.

**Le nombre d'ACM est ressorti à 125 à fin 2025 et au 1er trimestre 2026.** En effet, la DMC n'a pas enregistré de nouveaux agréments ni de retraits d'agréments durant ce trimestre.

## 3- Commerce de l'or

L'importation et l'exportation de l'or est régie par le Règlement n°06/2024/CM/UEMOA du 20 décembre 2024 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. La DMC est chargée de la réglementation et de la supervision des activités d'importation et d'exportation de l'or. L'article 20 dudit Règlement précise que « l'importation et l'exportation d'or en provenance et à destination de l'étranger sont soumises à l'autorisation préalable du Ministre chargé des Finances ou de toute autre Autorité nationale compétente ». Les agréments délivrés aux négociants d'or sont valables pour un an. Les agréés qui souhaitent poursuivre l'activité doivent faire une demande de renouvellement.

Au 1er trimestre 2026, le **nombre d'agréments pour l'exercice de l'activité d'importation et d'exportation d'or** est ressorti à 48, dont 27 nouvelles demandes et 21 renouvellements.

## 4- Fonds koweïtien pour la sécurité alimentaire (FKSA)

Le Gouvernement de la République du Sénégal a conclu le 17 avril 2013 un accord de subvention tripartite avec l'Etat du Koweït, à travers le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe (FKDEA) et la Caisse nationale du Crédit agricole du Sénégal (CNCAS), devenue La Banque Agricole (LBA), pour un montant de 5 millions de dollars US, soit environ 2.500.000.000 FCFA.

La subvention est constituée de la ligne microcrédit dotée d'un montant d'un milliard FCFA et la ligne des petits projets dotée de 1,5 milliard FCFA. La ligne microcrédit sert à refinancer les institutions de microfinance ayant reçu l'agrément du FKSA à un taux de

3% hors taxe qui financent leurs membres et sociétaires à 9% hors taxe. Le montant maximal est de 100 millions FCFA par SFD et 2 millions FCFA par bénéficiaire. La ligne des petits projets finance les projets de femmes dont les montants sont au-delà de 2 millions FCFA et n'excèdent pas 25 millions FCFA.

Le mécanisme finance les femmes œuvrant dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation et la commercialisation de produits relevant de ces secteurs d'activités.

Le FKSA est piloté par un Comité national de Crédit (CNC) et un Comité de gestion mis en place respectivement par les arrêtés n°013727 MEF/DMC du 23 août 2013 et n°17058 MEF/DMC du 14 octobre 2013.

Le CNC est présidé par un représentant du Ministre chargé des Finances et a pour mission de statuer sur les demandes de financement des Ministères techniques acteurs du projet transmises par le Ministère de la Femme. Le Comité de gestion est présidé par la DMC et a pour missions de définir les grandes orientations du projet et de veiller au respect de ces orientations, d'assurer le suivi global du projet, d'assurer le suivi du compte spécial ouvert auprès de la banque partenaire en examinant les rapports semestriels transmis conformément à l'Accord Cadre et de veiller à la réalisation par la banque de l'Audit annuel.

**Durant l'année 2025, les réalisations du FKSA ont concerné :**

- l'agrément à une mutuelle d'épargne et de crédit au mécanisme du FKSA;
- l'octroi de refinancements à 7 institutions de microfinance pour un montant de 440 000 000 FCFA;
- le financement de 19 petits projets dans la ligne petits projets, pour un montant global de 95 756 178 FCFA, dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la transformation et commercialisation de produits locaux et la commercialisation de produits halieutiques.

**Tableau 5:** Réalisations du Fonds koweïtien pour la sécurité alimentaire en 2025

|                                                        | T1 2025 |            | T2 2025 |             | T3 2025 |            | T4 2025 |             |
|--------------------------------------------------------|---------|------------|---------|-------------|---------|------------|---------|-------------|
|                                                        | Nombre  | Montant    | Nombre  | Montant     | Nombre  | Montant    | Nombre  | Montant     |
| Ligne microcrédit (refinancement des IMF)              | 1       | 65 000 000 | 2       | 130 000 000 | 1       | 50 000 000 | 3       | 195 000 000 |
| Ligne petits projets                                   | 3       | 12 330 728 | 4       | 17 806 450  | 6       | 39 566 400 | 6       | 26 052 600  |
| Elevage                                                | 2       | 7 330 728  | 1       | 3 282 000   | 2       | 5 384 400  | 3       | 16 831 000  |
| Transformation et commercialisation de produits locaux | 1       | 5 000 000  | 1       | 2 987 600   | 2       | 24 030 000 | 1       | 4 721 600   |
| Agriculture                                            | -       | -          | 2       | 11 536 850  | 1       | 10 152 000 | -       | -           |
| Commercialisation de produits halieutiques             | -       | -          | -       | -           | -       | -          | 1       | 4 500 000   |

**Source :** DMC

Pour l'année 2026, le CNC n'a pas tenu de session au 1er trimestre. Les réunions d'examen des demandes de financement débuteront au mois d'avril 2026.

# IV- ANNEXES

## ANNEXE 1: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)

|                                               | T1 2025         | T4 2025         | T1 2026         | Variation<br>T1 2026 / T4 2025 | Variation<br>T1 2026/T1 2025 |
|-----------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------------|------------------------------|
| <b>Masse monétaire (M2)</b>                   | <b>10 494,5</b> | <b>11 568,4</b> | <b>11 834,5</b> | <b>2,3%</b>                    | <b>12,8%</b>                 |
| Circulation fiduciaire                        | 3 003,2         | 3 371,5         | 3 597,5         | 6,7%                           | 19,8%                        |
| Dépôts transférables                          | 4 904,5         | 5 528,6         | 5 543,1         | 0,3%                           | 13,0%                        |
| Autres dépôts inclus dans la masse monétaire  | 2 586,8         | 2 668,3         | 2 693,9         | 1,0%                           | 4,1%                         |
| <b>Actifs extérieurs nets</b>                 | <b>2 222,6</b>  | <b>2 597,2</b>  | <b>2 758,3</b>  | <b>6,2%</b>                    | <b>24,1%</b>                 |
| BCEAO                                         | 1 479,7         | 2 390,4         | 2 534,7         | 6,0%                           | 71,3%                        |
| Banques                                       | 742,8           | 206,7           | 223,6           | 8,2%                           | -69,9%                       |
| <b>Créances intérieures</b>                   | <b>10 542,3</b> | <b>11 454,7</b> | <b>11 217,4</b> | <b>-2,1%</b>                   | <b>6,4%</b>                  |
| Créances nettes sur l'Administration Centrale | 3 792,4         | 4 158,4         | 3 992,6         | -4,0%                          | 5,3%                         |
| Créances sur l'économie                       | 6 749,8         | 7 296,3         | 7 224,7         | -1,0%                          | 7,0%                         |
| <b>Passifs à caractère non monétaire (-)</b>  | <b>2 230,5</b>  | <b>2 540,3</b>  | <b>2 627,0</b>  | <b>3,4%</b>                    | <b>17,8%</b>                 |
| <b>Autres postes nets (-)</b>                 | <b>39,9</b>     | <b>-56,8</b>    | <b>-485,9</b>   | <b>755,5%</b>                  | <b>-1317,8%</b>              |

*Source : BCEAO*

## ANNEXE 2: Principaux indicateurs du secteur de la microfinance

|                                              | T1 2025                  | T2 2025                  | T3 2025                  | T4 2025                  | T1 2026                  | Variation<br>T1 2026 /<br>T4 2025 | Variation<br>T1<br>2026/T1<br>2025 |
|----------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre d'IMF</b>                          | <b>297</b>               | <b>297</b>               | <b>297</b>               | <b>298</b>               | <b>299</b>               | <b>0,3%</b>                       | <b>0,7%</b>                        |
| <b>Nombre de sociétaires</b>                 | <b>4 566 414</b>         | <b>4 634 687</b>         | <b>4 648 311</b>         | <b>4 707 707</b>         | <b>4 778 409</b>         | <b>1,5%</b>                       | <b>4,6%</b>                        |
| <b>Nombre de points de service<br/>d'IMF</b> | <b>1012</b>              | <b>1012</b>              | <b>1008</b>              | <b>1009</b>              | <b>1017</b>              | <b>0,8%</b>                       | <b>0,5%</b>                        |
| <b>Encours de dépôts</b>                     | <b>590 379 446 904</b>   | <b>606 995 656 526</b>   | <b>624 395 202 945</b>   | <b>634 726 540 379</b>   | <b>640 819 211 257</b>   | <b>1,0%</b>                       | <b>8,5%</b>                        |
| <b>Encours de crédits</b>                    | <b>792 680 181 009</b>   | <b>807 931 136 879</b>   | <b>828 523 608 001</b>   | <b>849 914 554 293</b>   | <b>878 486 789 819</b>   | <b>3,4%</b>                       | <b>10,8%</b>                       |
| <b>Production de crédits</b>                 | <b>208 376 464 083</b>   | <b>215 424 758 698</b>   | <b>216 388 812 148</b>   | <b>262 693 803 677</b>   | <b>227 282 993 144</b>   | <b>-13,5%</b>                     | <b>9,1%</b>                        |
| <b>Emprunts</b>                              | <b>169 905 580 363</b>   | <b>175 687 732 918</b>   | <b>187 811 151 882</b>   | <b>198 249 532 233</b>   | <b>202 763 928 634</b>   | <b>2,3%</b>                       | <b>19,3%</b>                       |
| <b>Fonds propres</b>                         | <b>212 213 005 637</b>   | <b>220 530 780 654</b>   | <b>221 901 444 930</b>   | <b>230 564 780 066</b>   | <b>257 817 565 718</b>   | <b>11,8%</b>                      | <b>21,5%</b>                       |
| <b>Créances en souffrance</b>                | <b>66 489 598 048</b>    | <b>70 446 937 062</b>    | <b>73 248 225 886</b>    | <b>51 095 043 163</b>    | <b>62 450 188 670</b>    | <b>22,2%</b>                      | <b>-6,1%</b>                       |
| <b>Total Actif</b>                           | <b>1 066 589 919 654</b> | <b>1 094 938 071 496</b> | <b>1 139 310 388 127</b> | <b>1 063 540 852 678</b> | <b>1 101 400 705 608</b> | <b>3,6%</b>                       | <b>3,3%</b>                        |
| <b>Taux de pénétration des IMF</b>           | <b>25,2</b>              | <b>25,6%</b>             | <b>25,6%</b>             | <b>24,9%</b>             | <b>25,0%</b>             | <b>+0,1pp</b>                     | <b>-0,2pp</b>                      |
| <b>Taux de créances en souffrance</b>        | <b>8,4%</b>              | <b>8,7%</b>              | <b>8,8%</b>              | <b>6,0%</b>              | <b>7,1%</b>              | <b>+1,1pp</b>                     | <b>-1,3pp</b>                      |

*Source : DRS-Sfd*

## ANNEXE 3: Principaux indicateurs du secteur des assurances

|                                                                        | T1 2025        | T2 2025        | T3 2025        | T4 2025        | T1 2026        | VARIATION T1<br>2026/T4 2025 | VARIATION T1<br>2026/T1 2025 |
|------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|------------------------------|
| <b>Nombre de sociétés d'assurance</b>                                  | 27             | 27             | 27             | 27             | 27             | 0,0%                         | 0,0%                         |
| <i>dont sociétés non-vie</i>                                           | 18             | 18             | 18             | 18             | 18             | 0,0%                         | 0,0%                         |
| <i>dont sociétés vie</i>                                               | 9              | 9              | 9              | 9              | 9              | 0,0%                         | 0,0%                         |
| <b>Primes émises nettes<br/>d'annulation<br/>(Données provisoires)</b> | 94 923 290 849 | 73 298 898 728 | 61 406 842 175 | 79 364 262 415 | 92 577 397 851 | 16,6%                        | -2,5%                        |
| <i>dont sociétés non-vie</i>                                           | 65 994 743 479 | 39 213 131 088 | 33 919 465 225 | 47 976 399 005 | 67 380 633 092 | 40,4%                        | 2,1%                         |
| <i>dont sociétés vie</i>                                               | 28 928 547 370 | 34 085 767 640 | 27 487 376 950 | 31 387 863 410 | 25 196 764 759 | -19,7%                       | -12,9%                       |
| <b>Prestations payées<br/>(Données provisoires)</b>                    | 28 123 105 480 | 34 480 126 651 | 29 693 123 068 | 30 743 981 942 | 26 540 060 922 | -13,7%                       | -5,6%                        |
| <i>dont sociétés non-vie</i>                                           | 13 898 539 720 | 18 962 395 900 | 17 112 932 970 | 15 620 257 610 | 13 467 684 989 | -13,8%                       | -3,1%                        |
| <i>dont sociétés vie</i>                                               | 14 224 565 760 | 15 517 730 751 | 12 580 190 098 | 15 123 724 332 | 13 072 375 933 | -13,6%                       | -8,1%                        |

**Source : DA**

# EQUIPE DE REDACTION

**Ndeye Fatou CAMARA**

Conseiller technique / Direction générale du Secteur financier

**Oumar DIALLO**

Conseiller technique / Direction de la Monnaie et du Crédit

**Abdoulaye NDONG**

Chef de la Division des Etudes et de la Règlementation /  
Direction de la Monnaie et du Crédit

**Symbigne Aly Ka**

Chef du Bureau des Études et Stratégies / Direction de la  
Règlementation et de la Supervision des Systèmes financiers  
décentralisés

**Amaye SY**

Commissaire contrôleur des assurances / Direction  
des Assurances

**Papa Sanou DIOUF**

Infographe / Direction générale du Secteur financier





# Contacts

📍 104 Rue Carnot

☎ 33 826 52 13

✉ [dgsfc@minfinances.sn](mailto:dgsfc@minfinances.sn)

🌐 [www.dgsfc.gouv.sn](http://www.dgsfc.gouv.sn)

BP : 4017

